

*Date de dépôt : 28 juin 2012*

## **Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la politique de la solidarité internationale pour l'année 2011**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

Conformément à l'article 4 de la loi sur le financement de la solidarité internationale, du 4 octobre 2001 (LFSI – D 1 06), le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport annuel sur le thème de la solidarité internationale.

### **1. Préambule**

En 2011, la loi sur le financement de la solidarité internationale a fêté ses dix ans d'existence; l'opportunité pour Genève de réaffirmer son engagement: *La République et canton de Genève, en tant que cité internationale reconnue pour sa vocation de défense de la paix et de coopération internationale, s'engage à mener une politique active en faveur de la solidarité internationale* (art. 1 LFSI). Ces dix ans ont permis au canton d'apporter une aide substantielle aux populations dans le besoin.

La raison d'être de la loi sur le financement de la solidarité internationale, votée en 2001, reste toujours d'actualité. Quelques acquis importants sont à souligner au cours de cette décennie, notamment dans le domaine de l'éducation primaire, de la réduction de la mortalité infantile ou de l'augmentation de l'espérance de vie, particulièrement en Amérique latine et dans le Sud-Est asiatique. Deux milliards d'êtres humains survivent aujourd'hui avec moins de deux dollars par jour et le fossé entre riches et pauvres continue de s'agrandir. Dans son message « Sud », la DDC (direction du développement et de la coopération) mentionne, comme causes principales compromettant les perspectives de développement des pays les moins avancés, l'instabilité des marchés financiers, la pénurie d'eau, les changements climatiques et les conflits armés.

Le Conseil d'Etat a eu l'occasion de réaffirmer son engagement en faveur de la solidarité internationale tout au long de l'année 2011. La situation instable dans les pays d'Afrique du Nord a mobilisé les organisations d'aide d'urgence. Ce déploiement a été fortement soutenu par le Conseil d'Etat, conscient des enjeux que comportent ces phases de transitions politiques et sociales. Notre aide est intervenue de manière ciblée, notamment auprès des populations migrantes, particulièrement vulnérables en situation de crise et au gré de leur repli vers des zones sécurisées.

Par ailleurs, alors que la famine devrait aujourd'hui appartenir à une époque révolue, l'actualité ne cesse de nous montrer que ce fléau est toujours bien présent, notamment dans la Corne de l'Afrique. Actuellement, près d'un milliard d'hommes et de femmes vit en effet en situation de malnutrition. Par sa politique de solidarité internationale, le canton de Genève a permis de soutenir des opérations d'urgence dans ce domaine en Somalie et au Kenya.

Le Conseil d'Etat a souhaité, dans un esprit de continuité, consolider son engagement en faveur de la reconstruction d'Haïti, pays frappé par un violent séisme en 2010 suivi d'une épidémie de choléra qui a fait rage en 2011. Une mission d'évaluation menée par le service de la solidarité internationale a pu constater l'avancement des opérations sur le terrain.

Dans le cadre de sa politique de coopération au développement et des priorités qu'il s'est fixées, le Conseil d'Etat a renouvelé son engagement pour la promotion d'un développement durable et équitable. Le soutien à des projets liés au domaine de l'environnement a donc été privilégié, et un montant de 1 million de francs a été accordé à leur financement.

Le Gouvernement a par ailleurs souhaité renforcer le caractère proactif et novateur de Genève en poursuivant sa collaboration avec d'autres collectivités publiques aux échelons communaux et fédéraux. C'est ainsi notamment que la 5<sup>e</sup> rencontre annuelle entre la Confédération et les cantons sur le thème de la coopération au développement a été organisée à Genève en décembre 2011, en présence de Madame la conseillère d'Etat Isabel Rochat et de Monsieur l'Ambassadeur Martin Dahinden, directeur de la DDC. La rencontre a permis d'approfondir la précieuse collaboration dans ce domaine et de développer les complémentarités existantes, notamment en poursuivant la réalisation de projets communs.

## 2. Financements accordés par le canton de Genève en 2011

### 2.1. *Commission consultative de la solidarité internationale*

La commission consultative de la solidarité internationale (CCSI), présidée par Madame Fabienne Bugnon, directrice générale de l'office des droits humains (DSPE) et composée par 6 représentant-e-s de l'Etat et 4 expert-e-s externes, a tenu six séances en 2011. Elle a étudié 20 dossiers de coopération au développement pour lesquels 15 préavis favorables et 3 préavis défavorables ont été émis. Les préavis de la CCSI ont tous été validés par le Conseil d'Etat. Deux projets ont dû être complétés avant d'être réexaminés par la commission ultérieurement. En outre, 3 appels d'aide d'urgence ont été examinés et approuvés par la CCSI.

Dix-neuf projets ayant obtenu un accord de financement en 2009 et 2010, ont fait l'objet d'un suivi du service. Conformément à la procédure en vigueur, les tranches financières annuelles ont été versées suite à la réception et à l'approbation des rapports opérationnels et financiers intermédiaires.

En 2011, le canton a octroyé un montant total de 2 971 268 F à des projets dont la contribution individuelle est supérieure à 60 000 F.

En ce qui concerne la défense des droits humains, le Gouvernement a octroyé un montant total de 155 000 F sur trois ans (2011–2013) à l'organisation Peace Brigades International (PBI) pour le soutien aux actions d'accompagnement protecteur, la sensibilisation aux problématiques liées aux violations des droits humains et le lobbying auprès des instances onusiennes et étatiques, pour ses actions en Colombie, au Mexique, au Guatemala et au Népal.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a également accordé un financement total de 400 000 F sur deux ans (2011–2012) au Comité de coordination des ONG pour l'Irak (NCCI), une plateforme destinée à l'échange d'informations à caractère humanitaire et au renforcement de la capacité de réponse des organismes d'aide travaillant en Irak. L'aide cantonale est attribuée au développement du lien entre les acteurs humanitaires œuvrant en Irak, à la formation et à l'information du tissu associatif irakien et aux actions internationales de plaidoyer et de sensibilisation sur la situation dans le pays, avec la participation de la société civile irakienne.

Dans le domaine de la santé, un financement a été octroyé à la Fondation genevoise pour la formation et la recherche médicales (GFMER), une institution à but non lucratif qui a pour objectif de promouvoir la collaboration entre les secteurs publics, privés et l'Organisation mondiale de la santé et de développer un réseau d'échange d'informations médicales entre les pays en développement. Un montant total de 490 400 F pour les années

2011 à 2013 a été accordé au GFMER pour organiser un cours d'enseignement à distance en méthodologie de recherche médicale en santé sexuelle et reproductive à l'intention des pays en développement ou en transition. Ce projet contribue au partage des compétences et des connaissances entre les professionnels de la santé et les institutions locales et internationales de formation et de recherche, et permet de fournir un accès à la formation et un apprentissage de qualité à un total de 450 professionnel-le-s de la santé.

### ***2.1.2 Projets environnementaux***

En 2011, un montant de 1 148 450 F a été consacré aux projets environnementaux. Il a contribué, entre autres, au soutien des projets de reforestation en Ethiopie et de traitement des déchets en Bolivie, au monitoring environnemental au Kenya et à la réalisation d'un audit sanitaire au Congo.

La mise en place d'un Agenda21 local à Madagascar a également été financée. Grâce à ce soutien, trois communes rurales dans la région des Hautes Terres bénéficieront de l'expertise de l'association genevoise Glocal pour établir les conditions nécessaires permettant de s'engager sur la voie du développement durable par des actions concrètes concernant l'accès à l'eau, la préservation des ressources naturelles et les activités génératrices de revenus.

Plusieurs actions ciblées ont également été soutenues en 2011, comme l'installation d'équipements photovoltaïques sur le toit d'un centre de formation professionnelle à Bamako au Mali par l'association Terragir-énergie solidaire, l'électrification solaire d'un centre médical à Ouahigouya au Bénin et d'une école primaire au Sénégal par l'association Ingénieurs et Architectes Solidaires ainsi que l'électrification solaire du pompage d'eau potable et d'irrigation du village de N'Dem au Sénégal par l'association Solidarité N'Dem. Par ailleurs, le canton soutient la Fondation EcoFormation pour son projet environnemental de développement forestier à Madagascar.

### ***2.2. Projets de moins de 60 000 F***

Le canton attribue une importance particulière aux projets présentés par de petites associations établies à Genève et actives sur le terrain. Pour ce volet, la contribution maximale est fixée à 60 000 F par projet.

En 2011, 42 demandes de financement ont été traitées par le service : 27 projets ont été acceptés, 4 ont été reconduits, 11 refusés et 15 mis en

attente pour être présentés sur l'exercice suivant. Le montant total alloué à ces projets en 2011 se monte à 947 974 F.

On peut citer notamment :

- le renforcement de la gouvernance de l'orpaillage au Burkina Faso mené par l'association genevoise pour le développement de l'économie circulaire (Agedeve). La stratégie de l'Agedeve et de ses partenaires locaux vise à améliorer les conditions techniques, économiques et institutionnelles de l'orpaillage en renforçant les capacités locales en matière de diagnostic environnemental et d'identification de technologies d'orpaillage alternatives plus respectueuses de l'environnement et soucieuses de la santé des orpailleurs;
- le Forum Civique Européen à Faléa, au Mali, qui appuie une initiative citoyenne de protection de la biodiversité dans le but d'attirer l'attention publique sur l'arrivée de sociétés minières sur la commune pour y exploiter l'or, la bauxite et tout particulièrement l'uranium, faisant peser une menace sur les personnes, l'environnement et la biodiversité de la région;
- l'organisation, par le mouvement Défense des enfants international, de la Conférence « Privation de liberté des enfants comme mesure de dernier ressort » qui s'est tenue en novembre à Kampala, en Ouganda, concernant l'amélioration des lois, des politiques et des procédures dans les systèmes de justice concernant les enfants en Afrique;
- un projet de prévention et de lutte contre les violences et les discriminations commises à l'encontre des femmes de la municipalité d'Inza et de l'Est du département de la Cauca en Colombie, de l'association Protierradentro.

### ***2.3. Aides aux études et à la formation***

Le service de la solidarité internationale attribue chaque année, en collaboration avec le département de l'instruction publique, du sport et de la culture (DIP), des aides aux études et à la formation à des étudiant-e-s provenant des pays les moins avancés. L'objectif de ces aides est de permettre à ces personnes de compléter leur formation à Genève ou d'y parfaire des travaux de recherche dans les domaines d'activités en lien avec la solidarité internationale.

En 2011, 3 institutions académiques genevoises ont bénéficié de ce soutien :

- le Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire (CERAH), créé en 2008 sur une initiative conjointe de l'Université de Genève et de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), qui propose une formation académique de haut niveau pour les professionnel-le-s de l'humanitaire. Les enseignements proposés par le CERAH ont comme philosophie essentielle d'offrir une réflexion critique et documentée sur les principales crises humanitaires contemporaines et les multiples dimensions de la pratique humanitaire. Le soutien du Canton de Genève a permis à 10 étudiant-e-s provenant des pays les moins avancés de suivre une formation pluridisciplinaire de niveau Master of advanced studies (MAS) ou Certificate of advanced studies (CAS) en action humanitaire durant l'année académique 2011/2012.
- l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains (ADH), fondée à Genève en 2007, dont le mandat est de fournir un enseignement de haut niveau académique, de conduire et promouvoir la recherche juridique, d'organiser des cours de formation continue et des réunions d'experts et de fournir une expertise juridique dans toutes les branches du droit international relatif aux situations de conflits armés. En 2011, 9 étudiant-e-s ont pu acquérir des connaissances approfondies, notamment dans les branches du droit international humanitaire, du droit international relatif au recours à la force et au maintien de la paix, des droits de l'homme, du droit international pénal et du droit des réfugiés.
- l'Unité des risques géologiques (CERG-C) de la section des sciences de la terre et de l'environnement de l'Université de Genève. Ce centre a développé un certificat post grade de spécialisation en évaluation et management des risques géologiques et des risques liés au climat. L'objectif du programme est de contribuer à la formation de cadres locaux afin qu'ils et elles puissent transmettre leurs connaissances et participer à la gestion du risque dans leur pays. En 2011, 3 bourses ont été octroyées à des étudiant-e-s provenant du Sri Lanka, du Népal et d'Equateur.

#### ***2.4. Information et sensibilisation du public aux problématiques des pays en voie de développement***

Le règlement d'application de la loi sur le financement de la solidarité internationale prévoit la sensibilisation du public aux problématiques des pays les moins avancés et l'information des citoyen-ne-s à ce sujet.

Cette mission d'information et de sensibilisation s'est concrétisée notamment par le soutien financier à des festivals genevois de renommée internationale :

- le Black Movie Genève / festival de films : avec une programmation composée de 85 films qui mettent en valeur la richesse et la diversité de la cinématographie de quatre continents, deux tables-rondes et des ateliers d'initiation au cinéma pour les enfants, le Black Movie a attiré un large public, dont une participation importante des 15-25 ans;
- le Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains (FIFDH) : la 9<sup>e</sup> édition du FIFDH a été dédiée au réalisateur iranien Jafar Panahi et à l'avocat syrien Haytham Al-Maleh. Plate-forme de dialogue pour les cinéastes, les défenseurs des droits humains, les responsables économiques et politiques et la société civile, le FIFDH a permis de débattre de thèmes tels que le printemps arabe, le combat des femmes contre les crimes sexuels ou encore la justice face à l'Histoire, en proposant au public quelque 50 films, dont certains encore jamais programmés en Suisse, ainsi que des débats et des conférences qui ont accueilli plus de 90 intervenant-e-s et quelques milliers de participant-e-s;
- le Festival International du Film Oriental de Genève (FIFOG) : pour sa 6<sup>e</sup> édition, le FIFOG a présenté plus de 80 films inédits en Suisse, dont une partie consacrée au cinéma libanais, à la question de la jeunesse et des minorités, ainsi qu'aux révolutions des pays d'Orient. Les films projetés, les discussions qui les ont accompagnés et les événements parallèles (débat, conférence, exposition) ont contribué à réaliser l'un des objectifs du festival qui est de favoriser la découverte, le dialogue et la compréhension mutuelle entre l'Orient et l'Occident.

### ***2.5 Voyages solidaires***

Depuis quelques années, la solidarité internationale encourage, en collaboration avec le Fonds Jeunesse du DIP, les voyages solidaires d'élèves de nos écoles. Ces déplacements leur donnent l'occasion de côtoyer d'autres cultures et d'être sensibilisés aux problématiques des pays du Sud. A cet égard, le DSPE a renforcé sa collaboration avec le DIP afin de donner une réponse coordonnée aux demandes de subventions dans ce domaine. Des contributions ont ainsi été possibles au Bénin, avec le groupe humanitaire La Trace du Collège et Ecole de commerce Nicolas Bouvier et le Collège Voltaire, qui ont élaboré un projet d'approvisionnement en eau potable dans 3 villages de la commune d'Allada.

L'information consacrée aux actions de solidarité internationale et aux événements publics qui se développent à Genève peut être consultée sur le site [www.ge.ch/solidarite](http://www.ge.ch/solidarite), accessible au public. Les projets soutenus par le canton de Genève y sont régulièrement actualisés.

## **2.6 Aide humanitaire**

L'année 2011 a été marquée par le « Printemps arabe », ensemble de contestations populaires qui se sont produites dans de nombreux pays du monde arabe et qui ont conduit à la chute de plusieurs régimes. Afin de soutenir les populations locales déstabilisées par ces événements, le Gouvernement a notamment répondu à l'appel de fonds international lancé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Le flux massif de personnes qui fuyaient la violence en Libye et tentaient de passer les frontières tunisienne et égyptienne en début d'année risquait de créer une grave crise humanitaire. Un financement de 250 000 F a ainsi contribué à la mise en place de soins médicaux et chirurgicaux et à l'acheminement de biens de secours dans les zones concernées.

Dans un autre contexte, ce sont près de 12 millions de personnes qui ont subi de plein fouet les conséquences de la grave crise alimentaire qui a touché la Corne de l'Afrique. Causée par la pire sécheresse de ces 60 dernières années, la catastrophe humanitaire a été exacerbée par le conflit qui ravage la Somalie depuis deux décennies. Selon les estimations du Programme Alimentaire Mondial (PAM), 2 000 réfugiés somaliens traversent chaque jour la frontière vers l'Éthiopie, alors que 1 200 réfugiés arrivent dans des camps au Kenya. Le taux de malnutrition est particulièrement élevé parmi les réfugiés somaliens, notamment chez les enfants. Afin de venir en aide aux populations affectées, l'Etat de Genève a octroyé un financement global de 300 000 F réparti entre Médecins sans Frontières – Suisse (MSF) et Caritas – Suisse pour couvrir les besoins de base et l'accès aux soins de santé des réfugiés dans les camps de Dadaab au Kenya ainsi que dans le district de Marsabit, à l'Est du pays.

Haïti a également continué à recevoir un soutien du fonds de solidarité internationale dans le cadre notamment de la reconstruction des infrastructures après le séisme de 2010 mais aussi de la lutte contre le choléra qui sévit toujours dans une partie de l'île.

En fin d'année, après les inondations et les glissements de terrain provoqués par le typhon Washi qui a fait un millier de morts aux Philippines, une assistance d'urgence aux communautés affectées a été mise en place par Caritas Suisse à laquelle le canton de Genève a participé pour un montant de

50 000 F. Une aide d'urgence suite aux inondations de décembre 2011 au Salvador a également été octroyée à hauteur de 60 000 F.

### **2.7 Actions ou manifestations à Genève**

La chancellerie d'Etat instruit, en lien avec le service de la solidarité internationale, les dossiers concernant les actions ou manifestations ayant lieu à Genève et impliquant des pays en voie de développement.

En 2011, 14 demandes ont été acceptées dans le cadre de la Genève internationale. Requis par le service du protocole, le groupe interdépartemental aux affaires internationales (GIAI) a examiné les demandes de financement supérieures à 60 000 F. Le service du protocole a également assuré le suivi des contrats de prestations avec Mandat international, la Commission internationale des juristes (CIJ), le Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones (DOCIP), le Centre international de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix (CIFEDHOP) et le Centre Europe-Tiers Monde (CETIM).

Un total de 827 709 F a été attribué en 2011 à des actions ou manifestations à Genève dans le cadre de la loi sur le financement de la solidarité internationale.

*Tableau récapitulatif*

| <b>Projets</b>                           | <b>Projets traités</b> | acceptés | reconduits | refusés |
|--|------------------------|----------|------------|---------|
| >60 000 F (CCSI)                         | <b>31</b>              | 8        | 19         | 4       |
| Aide humanitaire                         | <b>15</b>              | 14       |            | 1       |
| <60 000 F                                | <b>42</b>              | 27       | 4          | 11      |
| Projets de sensibilisation / information | <b>6</b>               | 5        |            | 1       |
| Aide aux études /à la formation          | <b>3</b>               | 3        |            |         |
| Projets ou manifestations à Genève       | <b>29</b>              | 17       | 2          | 10      |
| Projets environnement                    | <b>19</b>              | 14       | 2          | 3       |
| <b>Total</b>                             | <b>145</b>             | 88       | 27         | 30      |

- 24 autres dossiers soumis au service de la solidarité internationale n'ont pas rempli les critères préalables à une demande de financement.

### 3. Évaluation et suivi de projets

En 2011, les associations ont fourni les rapports opérationnels et financiers correspondant aux projets soutenus en 2009 et 2010.

C'est ainsi que le service de la solidarité internationale a reçu et examiné 60 rapports.

#### *3.1. Visites et évaluations conduites par le service de la solidarité internationale*

En mai 2011, une mission de terrain au Bénin et au Togo a permis de visiter les projets de :

- *l'association Terragir - énergie solidaire* : « Électrification solaire de trois classes dans trois écoles de villages » au Bénin. Soutien de l'Etat en 2010–2011 : 29 000 F.
- *Le Fonds 1% pour le développement* : « Développement de la filière des produits d'anacardiens au bénéfice de coopératives de femmes » au Bénin. Soutien global de l'Etat en 2010–2011 : 32 000 F.
- *l'Association Assikloassi* : « Construction de quatre bâtiments scolaires à Anfamé et Matchalé » près de Lomé au Togo. Entre 2005 et 2009, 4 subventions octroyées pour un montant total de 70 000 F.
- *l'Association classe solidaire de Bois-Caran* : « Réalisation d'un centre scolaire de trois classes près de Kpalimé » au Togo. Soutien de l'Etat en 2010 : 30 000 F.
- *Projet FGC Audit financier du projet de l'association AccEd* à Lomé au Togo. Ce contrôle entre dans le cadre du suivi de projets soutenus par la Fédération genevoise de coopération (FGC).

En novembre 2011, une visite du service de la solidarité internationale en Haïti a permis d'évaluer les projets d'aide humanitaire et de réhabilitation financés par le canton. Les activités de Terre des Hommes, de Médecins du Monde, des associations Imaneh, Tierra Incognita, Eirene, Nouvelle Planète, Lumière pour Haïti et de l'association de soutien à l'école Elie le Prophète ont été évaluées sur place. L'objectif de ces visites en Haïti consiste à vérifier l'utilisation des fonds cantonaux octroyés et de réfléchir à la poursuite de l'engagement de notre canton dans ce pays.

Les rapports de visites sont disponibles auprès du service de la solidarité internationale.

### 3.2. Évaluations externes

En 2011, 2 mandats externes ont été accordés pour des évaluations de projets:

- *Soins en santé primaire dans les districts de la Méfou et de la Léké, coopération technico-médicale au Cameroun par les cantons du Jura et de Genève.* La mission a permis d'évaluer les acquis de ce projet et de les mettre en lien avec le contexte actuel de la politique de santé au Cameroun. Conformément à ce qui avait été convenu avec les partenaires en Suisse et sur le terrain, le Canton a décidé de se désengager progressivement de ces projets santé au Cameroun.
- *Sécurité alimentaire au Burundi.* Dans le cadre du suivi du contrat de prestations 2011-2012 entre l'Etat de Genève et la Fédération genevoise de coopération, le projet de l'association « Espoir pour ceux qui ont faim » (FH Suisse) a été reconduit au Burundi.

### 4. Fédération genevoise de coopération (FGC)

La Fédération genevoise de coopération est un partenaire important de l'Etat de Genève pour la réalisation des objectifs fixés par la loi sur le financement de la solidarité internationale. Depuis 2003, elle bénéficie d'un contrat de prestations régulièrement renouvelé.

Afin de donner suite à une demande du Grand Conseil, la subvention de la FGC est désormais accordée sur la base d'une loi de financement telle que prévue par la LIAF.

Ainsi, le 18 mars 2011, le projet de loi accordant une aide financière annuelle de 3 000 000 F à la FGC pour les années 2011 et 2012 a été adopté par le Grand Conseil (loi 10771). Cette loi s'accompagne d'un contrat de prestations conformément à la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005 (LIAF; D 1 11).

A l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la loi sur le financement de la solidarité internationale et de la publication de la brochure éditée par la FGC « Solidarité Genève Sud – statistiques 2010 – Participation des collectivités publiques genevoises à la solidarité internationale: état des lieux et perspectives », la FGC, en collaboration avec l'Etat de Genève, a organisé une conférence de presse au Club suisse de la presse, le 4 octobre 2011, en présence de la conseillère d'Etat Isabel Rochat. Le même jour, la FGC a rassemblé des élus genevois et des représentants de la société civile à l'Institut national genevois pour une rencontre publique sur la question du 0,7%.

La conférence annuelle entre la FGC et ses partenaires signataires d'un accord-cadre – DDC, Etat de Genève, Ville de Genève et communes de Bernex, Chêne-Bougeries, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates et Vernier - a eu lieu le 20 juin à la salle du Conseil municipal de Meyrin. La première partie de la rencontre a été consacrée au bilan de l'année 2010 et aux perspectives 2011. La FGC et ses partenaires ont ensuite entamé un débat ayant pour thème « Comment gagner de larges soutiens pour la coopération internationale ? ». Une association membre de la FGC, l'ADAP (association pour le développement des aires protégées) a présenté aux participants les projets de développement communautaire basés sur la protection de l'environnement, mis en place en Tanzanie et au Burkina Faso.

Par ailleurs, le 3<sup>e</sup> Carrefour genevois de la solidarité organisé par la FGC a eu lieu au théâtre Forum Meyrin du 27 au 29 janvier 2011 sur le thème de la souveraineté alimentaire (« L'alimentation en péril, quelle agriculture voulons-nous ? Regards Nord-Sud sur la souveraineté alimentaire »).

## **5. Comité international de la Croix-Rouge**

La subvention annuelle de 3 000 000 F pour les actions humanitaires que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) mène sur le terrain a été affectée à la problématique des « conflits oubliés ». En 2011, ce sont les activités en Colombie (1,5 million de F) et en Géorgie (1,5 million de F) qui en ont bénéficié.

Le CICR est présent en Colombie depuis plus de 40 ans où il compte une dizaine de bureaux qui s'emploient à faire face aux conséquences du conflit armé. L'institution concentre son attention sur 25 zones rurales isolées où les civils sont toujours dans une situation très instable. Le CICR vient en aide aux déplacés internes dans les zones urbaines et rurales, en partenariat avec la Croix-Rouge colombienne. Il a intensifié ses efforts le long de la côte Pacifique et dans le sud-ouest du pays, ainsi qu'à Antioquia où les déplacements internes sont les plus nombreux. Les personnes déplacées et la population locale bénéficient de l'aide du CICR qui gère également des projets agricoles visant à rendre la population plus autonome et à prévenir les déplacements. Le CICR s'attache aussi à améliorer l'infrastructure en réparant les écoles, les centres de santé, les aqueducs ainsi que les systèmes d'assainissement, et maintient en permanence le dialogue avec les autorités afin qu'elles intensifient leur assistance aux déplacés internes dans les centres urbains.

Présent en Géorgie depuis 1992, le CICR contribue aux efforts visant à fournir des réponses aux familles des personnes disparues, et apporte

protection et assistance aux personnes déplacées et à d'autres groupes vulnérables, dans les régions touchées par le conflit. Il s'emploie à promouvoir l'application du droit international humanitaire et visite les lieux de détention, mettant à disposition son savoir-faire en matière de santé carcérale, dans le domaine de la tuberculose, en particulier. La population civile vivant le long de la frontière administrative qui sépare de facto l'Abkhazie de l'Ossétie du Sud continue de subir les effets du conflit armé qui a opposé les troupes géorgiennes et les forces russes en août 2008. Le CICR reste la seule organisation humanitaire internationale active des deux côtés de ces lignes de démarcation.

## **6. Aide aux missions des pays les moins avancés (PMA)**

Dans le cadre du budget de la solidarité internationale, l'Etat de Genève accorde un soutien aux pays les moins avancés établis à Genève auprès des institutions internationales.

En 2011, 39 pays ont obtenu une aide au loyer ou une contribution équivalente. Cette participation financière, qui est plafonnée à 36 000 F par année et par mission, a été de 1 348 092 F.

## **7. Les relations avec les différents partenaires**

### ***7.1. Direction du développement et de la coopération (DDC) et autres cantons suisses***

La DDC et les cantons de Berne, Fribourg, Genève et Jura ont décidé de s'allier pour renforcer le système de santé mentale en Bosnie-Herzégovine (BiH). Une convention a été signée à cet effet en janvier 2011. Elle prévoit un apport financier et technique commun afin d'améliorer l'accès et la qualité des prestations dans ce domaine. Cette convention marque une extension de la coopération que mènent les cantons avec la DDC et constitue également une « première », car 4 cantons sont associés avec la Confédération dans cette tâche de coopération. Le département de la sécurité, de la police et de l'environnement (DSPE) s'est adressé aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) et a confié à cette institution le soin de mettre à disposition du projet un conseiller technique et des expert-e-s.

Par ailleurs, la 5<sup>e</sup> rencontre entre la Confédération et les cantons sur le thème de l'aide au développement s'est tenue à Genève le 9 décembre 2011 en présence de Monsieur l'Ambassadeur Martin Dahinden, directeur de la DDC, de Madame la conseillère d'Etat Isabel Rochat et du président du

gouvernement fribourgeois, Monsieur Erwin Jutzet. Les représentants de 9 cantons suisses ont assisté à cette rencontre. Madame Rochat a soulevé l'importance du partenariat institutionnel et de la complémentarité des cantons et des communes pour travailler de manière efficace et présenter un front uni.

Monsieur Dahinden a présenté les principaux axes du message de la coopération internationale de la Suisse pour la période 2013-2016. Les représentants des cantons ont pu partager leurs réflexions et leurs propositions pour la coopération internationale. Les débats ont porté également sur une possible redéfinition des rapports entre les cantons et la DDC.

## **7.2. Communes genevoises**

La 4<sup>e</sup> rencontre annuelle avec les communes genevoises a été organisée par le canton le 11 octobre 2011 et a été présidée par Madame Fabienne Bugnon. La rencontre a rassemblé les représentant-e-s de 10 communes, tandis que 18 autres se sont excusées. Elle a permis de connaître les nouveaux membres des commissions et de souligner les engagements des nouveaux élus en matière de coopération au développement. Les participants ont évoqué les actions entreprises en cours d'année par leur commune respective en matière de solidarité internationale.

Une partie de la séance a été consacrée à la présentation de la visite au Togo d'un collaborateur du service de la solidarité internationale. Les 3 projets visités sont cofinancés par certaines communes et la volonté de partager les évaluations faites par le canton est très appréciée.

Une présentation du projet de l'association Glocal « Agenda21 à Madagascar » a également permis d'évoquer les actions concrètes et les contraintes auxquelles les associations sont confrontées sur le terrain.

Une 5<sup>e</sup> rencontre est d'ores et déjà annoncée pour 2012 et sera organisée par la commune de Carouge.

## **8. Fonds de lutte contre la drogue**

Alimenté par les sommes provenant de confiscations ou de dévolutions en rapport avec le trafic des stupéfiants (art. 2, lettre a, LFLD<sup>1</sup>), ce fonds est destiné à la lutte contre la drogue et à la prévention de la toxicomanie. Le

---

<sup>1</sup> Loi sur la création d'un fonds destiné à la lutte contre la drogue et la prévention de la toxicomanie, du 26 mai 1994 (E 4 70)

DSPE est chargé de la gestion d'une partie de ce fonds et l'affecte à des projets de lutte contre la drogue dans les pays en développement. A ce titre, le montant attribué chaque année figure sous une rubrique budgétaire spécifique, non comprise dans le budget de la solidarité internationale.

En 2011, le montant du fonds inscrit au budget a été, comme en 2010, de 270 000 F. Parmi les projets soutenus, on retiendra le projet de Casa Alianza « pour une vie sans drogue », un programme destiné aux enfants et adolescents nicaraguayens toxicomanes soutenu par le canton depuis 2010, et le projet SINU mené par Terre des Hommes Suisse, qui se déroule en Colombie, dans une région stratégique pour le trafic de drogue et, par conséquent, particulièrement exposée à la violence.

Le canton a également financé avec ce fonds le projet « Aide au retour volontaire pour les ressortissants du Maghreb central en situation d'échec migratoire dans le canton de Genève » de la Croix-Rouge genevoise.

## **9. Le budget de la solidarité internationale**

En 2011, le budget global de la solidarité internationale a été de 15 876 879 F dont 15 100 000 F destinés aux subventions. L'annexe 3 mentionne les attributions, par rubrique. Le montant pour les subventions des projets de coopération et d'aide humanitaire a contribué à soutenir 88 nouveaux projets et à respecter les engagements pris pour 26 projets qui étaient en cours de réalisation au début de l'année 2011.

## **10. Perspectives**

Lors de la rencontre du 9 décembre 2011 entre les cantons et la Confédération, Madame la conseillère d'Etat, Isabel Rochat, ministre de tutelle de la solidarité internationale, a rappelé la position du Conseil d'Etat : *« Notre prospérité dépend des liens que nous entretenons avec le reste du monde et notre sécurité est souvent liée au sort de pays vivant une situation difficile. Participer à l'aide au développement, c'est non seulement prendre sa juste part de responsabilité, mais aussi contribuer aux équilibres du monde dans l'intérêt bien compris de chacun ».*

L'engagement du canton dans des politiques de développement liées principalement à l'environnement, à la lutte contre les inégalités et à la poursuite d'une aide humanitaire cohérente, reste une priorité que le Conseil d'Etat entend maintenir avec l'appui de votre Grand Conseil.

Ainsi et au regard du bilan de cette année écoulée, le Conseil d'Etat maintient sa volonté d'atteindre progressivement l'objectif fixé par la loi et continuera à proposer des augmentations du budget consacré à la solidarité internationale, par étapes.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à prendre acte du présent rapport.

#### AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

La chancelière :  
Anja WYDEN GUELPA

Le président :  
Pierre-François Unger

#### Annexes:

- 1) *Liste des projets soutenus en 2011*
- 2) *Liste des membres de la commission consultative en 2011*
- 3) *Budget 2011*
- 4) *Répartition géographique des actions de la solidarité internationale*
- 5) *Répartition par domaine d'activité*

## ANNEXE I

## Annexe 1

**DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ, DE LA POLICE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**SERVICE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE - PROJETS ACCEPTÉS 2011**

| <b>Droits humains et promotion de la paix</b>   | <b>1'121'099</b> |
|---|------------------|
| <b>APPEL DE GENÈVE, divers pays</b>   | <b>200'000</b>   |
| Protection des femmes victimes de conflits (2010-2012)  |                  |
| <b>NGO COORDINATION COMMITTEE FOR IRAQ, Irak</b>  | <b>200'000</b>   |
| Renforcement de la société civile (2011-2012)   |                  |
| <b>ASSOCIATION POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE, Asie, Pacifique</b>  | <b>148'999</b>   |
| Soutenir les initiatives nationales et régionales de prévention de la torture (2010-2012)   |                  |
| <b>CODAP, Afrique de l'Ouest</b>  | <b>120'000</b>   |
| Autonomisation des jeunes défenseurs des droits de l'homme (2010-2012)  |                  |
| <b>HELVETAS, Mali</b>   | <b>110'400</b>   |
| Projet de soutien aux initiatives locales de luttes contre l'excision (2009-2011)   |                  |
| <b>PEACE BRIGADES INTERNATIONAL, divers pays</b>  | <b>75'000</b>    |
| Renforcement du travail des défenseurs des droits humains (2011-2013)   |                  |
| <b>PROTIERRADENTRO, Colombie</b>  | <b>60'000</b>    |
| Lutte contre les violences et les discriminations à l'encontre des femmes à Inza  |                  |
| <b>INTERNAL DISPLACEMENT MONITORING CENTRE, RDC, Nigéria</b>  | <b>58'000</b>    |
| Ateliers en lien avec la convention de Kampala relative aux déplacements de réfugiés internes   |                  |
| <b>THE HUNGER PROJECT, Inde</b>   | <b>55'700</b>    |
| Renforcement du rôle des conseillères communales, Tamil Nadu.   |                  |
| <b>DÉFENSE DES ENFANTS INTERNATIONAL, Ouganda</b>   | <b>50'000</b>    |
| Organisation de la Conférence de Kampala sur la détention de mineurs  |                  |
| <b>FONDATION SURGIR, Palestine</b>  | <b>23'000</b>    |
| Programme de sensibilisation et de formation pour améliorer le dialogue entre les parents et les enfants palestiniens en Cisjordanie (2011-2012)    |                  |
| <b>MAASAI AID ASSOCIATION, Kenya</b>  | <b>20'000</b>    |
| Lutte contre les mutilations génitales féminines (2010-2011)  |                  |
| <b>Micro économie</b>   | <b>260'400</b>   |
| <b>DIMMBAL.CH, Mali</b>   | <b>94'778</b>    |
| Projet de développement multisectoriel dans la Commune de Dimmbal (2009-2011)   |                  |
| <b>ASSOCIATION LES AMIS DU TIBET, Inde</b>  | <b>60'000</b>    |
| Amélioration de la santé et de la production agricole pour les populations montagnaises des états du Jammu & Cachemire (Ladakh) et de L'Uttarakhand |                  |
| <b>ASSOCIATION SUISSE DES AMIS DE SCEUR EMMANUELLE, Sud-Soudan</b>  | <b>55'000</b>    |
| Construction d'un centre pour la production avicole au Sud-Soudan   |                  |

|   |                  |
|---|------------------|
| <b>ASSAFI, RDC</b>  | 30'000           |
| Soutien aux femmes de la région d'Ituri par la formation et le microcrédit (2011-2012)  |                  |
| <b>ASSOCIATION FONDS 1% POUR LE DÉVELOPPEMENT, Bénin</b>  | 20'622           |
| Développement de la filière des anacardiens au profit de coopératives de femmes (2010-2011)   |                  |
| <b>Éducation et Formation</b>   | <b>1'308'085</b> |
| <b>INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT, Mali, Vietnam et Pérou</b>   | 175'000          |
| Formation décentralisée : programme "International Master in Advanced Studies" (2009-2011)  |                  |
| <b>HANDICAP INTERNATIONAL, Cambodge</b>   | 150'000          |
| Pour le droit des enfants en situation de handicap au Cambodge : mise en œuvre d'un modèle pilote reproductible d'éducation inclusive (2009-2011) |                  |
| <b>FONDATION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL, Ukraine</b>  | 120'000          |
| Intégration sociale et professionnelle de jeunes vivant en institution (2010-2012)  |                  |
| <b>PEU-LA, Tibet</b>  | 100'000          |
| Enseignement de la médecine tibétaine traditionnelle (2009-2012)  |                  |
| <b>ASSOCIATION SUISSE DES AMIS DE SŒUR EMMANUELLE, Sud-Soudan</b>   | 75'000           |
| Etablissement d'un centre de formation professionnelle à Juba (2009-2011)   |                  |
| <b>VIVAMOS MEJOR, Colombie</b>  | 70'000           |
| Éducation et santé pour les familles déplacées ou défavorisées du quartier de San José, Bogotá (2010-2012)  |                  |
| <b>FONDATION GENEVOISE POUR LA RECHERCHE ET LA FORMATION MEDICALE, Divers pays</b>  | 50'400           |
| Recherche en santé sexuelle et reproductive (2011-2013)   |                  |
| <b>LES INSTRUMENTS DE LA PAIX, Palestine</b>  | 50'000           |
| Promotion de l'éducation musicale auprès des enfants et des jeunes de Palestine   |                  |
| <b>IAMANEH, Haïti</b>   | 50'000           |
| "100% dents" : tournée du cirque social   |                  |
| <b>ASSOCIATION LECTURES PARTAGÉES, Colombie</b>   | 45'000           |
| Création d'une bibliothèque - ludothèque à Mulatos  |                  |
| <b>ASSOCIATION AIDE &amp; ACTION SUISSE, Togo</b>   | 38'585           |
| Offre alternative pour l'éducation des exclus du système scolaire (2007-2011)   |                  |
| <b>INFOSUD, Vietnam</b>   | 33'000           |
| Formation journalistique  |                  |
| <b>ASSOCIATION SIDÉCOLE, Ouganda</b>  | 20'000           |
| Programme d'alimentation et d'éducation (2010-2011)   |                  |
| <b>ASSOCIATION HAWA ABDI, Somalie</b>   | 20'000           |
| Amélioration des infrastructures de l'école primaire et du centre pour femmes vivant dans un camp de réfugiés (2010-2011)                         |                  |
| <b>EIRENE SUISSE, Haïti</b>   | 19'000           |
| Projet GHEN - Formation des enseignants de la région de l'Artibonite  |                  |

|   |
|---|
| <b>Aides aux études et à la formation</b> |
|---|

|   |                  |
|---|------------------|
| <b>CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN ACTION HUMANITAIRE, Genève</b>                                    | <b>139'500</b>   |
| Aide aux études destinée aux étudiant-e-s provenant des pays les moins avancés                                |                  |
| <b>ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE ET DE DROITS HUMAINS, Genève</b>                               | <b>135'000</b>   |
| Aide aux études destinée aux étudiant-e-s provenant des pays les moins avancés                                |                  |
| <b>CENTRE D'ÉTUDE DES RISQUES GÉOLOGIQUES (CERG), Genève</b>  | <b>17'600</b>    |
| Bourses d'études : formation en réduction des risques en cas de catastrophes naturelles                       |                  |
| <b>Environnement</b>  | <b>1'223'186</b> |
| <b>CROIX-ROUGE SUISSE, Honduras</b>   | <b>200'000</b>   |
| Programme de réduction des risques liés aux catastrophes naturelles (2011-2013)                               |                  |
| <b>SWISS CONTACT, Bolivie</b>   | <b>180'000</b>   |
| Appui à la gestion des déchets (2011-2012)  |                  |
| <b>CARITAS, Bali</b>  | <b>160'000</b>   |
| Recyclage d'huile de cuisine usagée et transformation en biodiesel  |                  |
| <b>SWISS PHILANTHROPY FOUNDATION, Brésil</b>  | <b>109'713</b>   |
| Programme de sécurité alimentaire pour les populations défavorisées (2011-2012)                               |                  |
| <b>ASSOCIATION NORDESTA, Brésil</b>   | <b>72'355</b>    |
| Reforestation et protection des 100 sources du bassin fluvial du Rio Grande, Etat de Minas Gerais (2010-2012) |                  |
| <b>AGEDEVE, Burkina-Faso</b>  | <b>59'736</b>    |
| Renforcer la gouvernance environnementale de l'orpaillage au Burkina-Faso                                     |                  |
| <b>FACULTÉ DE MÉDECINE - UNIVERSITÉ DE GENÈVE, Congo</b>  | <b>59'244</b>    |
| Audit environnemental et sanitaire à Pointe Noire   |                  |
| <b>FONDATION ECOFORMATION, Madagascar</b>   | <b>59'020</b>    |
| Centre de formation et de développement forestier   |                  |
| <b>GLOCAL, Madagascar</b>   | <b>55'500</b>    |
| Création d'un Agenda 21 communal (2011-2014)  |                  |
| <b>FORUM CIVIQUE EUROPÉEN, Mali</b>   | <b>55'000</b>    |
| Soutien à la commune de Faléa, conséquences de l'extraction d'uranium   |                  |
| <b>URBANISTES SANS FRONTIÈRES, Sénégal</b>  | <b>41'618</b>    |
| Appui à l'aménagement local   |                  |
| <b>ALLIANCE INTERNATIONALE POUR LA GESTION DE L'EAU DE PLUIE - IRHA, Sénégal</b>                              | <b>40'000</b>    |
| Ecoles bleues au Sénégal (2011-2012)  |                  |
| <b>GREEN ETHIOPIA, Ethiopie</b>   | <b>38'000</b>    |
| Programme de reforestation (2011-2012)  |                  |
| <b>BIOVISION, Kenya</b>   | <b>37'000</b>    |
| Monitoring sanitaire et environnemental   |                  |
| <b>INGÉNIEURS &amp; ARCHITECTES SOLIDAIRES (IAS), Burkina Faso</b>  | <b>29'000</b>    |
| Electrification solaire d'une école et d'un centre d'hébergement  |                  |

|  |                |
|--|----------------|
| <b>TERRAGIR, Mali</b>  | 15'000         |
| Electrification solaire photovoltaïque d'un centre de formation professionnelle  |                |
| <b>INGÉNIEURS &amp; ARCHITECTES SOLIDAIRES (IAS), Burkina Faso</b>   | 12'000         |
| Extension de l'électrification solaire du centre médical pédiatrique Persis de Ouahgouya   |                |
| <b>Aménagement du territoire / Infrastructures</b>   | <b>213'916</b> |
| <b>ASSOCIATION ASSIKLOASSI, Togo</b>   | 48'000         |
| Construction d'une école de 3 classes à Attikplé   |                |
| <b>THE KEISER INITIATIVE FOR OUGANDA, Ouganda</b>  | 40'000         |
| Construction d'un dortoir à Hamukungu  |                |
| <b>INTERNATIONAL RAINWATER HARVESTING ALLIANCE, Sénégal</b>  | 40'000         |
| Programme "écoles bleues" : accès à l'eau potable dans les écoles (2011-2012)  |                |
| <b>N'DEM, Sénégal</b>  | 35'000         |
| Pompage électrosolaire   |                |
| <b>LA TRACE (Collège Nicolas Bouvier), Bénin</b>   | 31'000         |
| Adduction d'eau potable  |                |
| <b>ASSOCIATION GOSÉNÉGAL, Sénégal</b>  | 19'916         |
| Construction de latrines et reboisement  |                |
| <b>Santé</b>   | <b>994'110</b> |
| <b>DRUGS FOR NEGLECTED DISEASES INITIATIVE, divers pays d'Afrique</b>  | 200'000        |
| Renforcer les capacités de recherche clinique dans les pays d'endémie de la trypanosomiase humaine africaine (maladie du sommeil) (2010-2012)    |                |
| <b>INTERNATIONAL ASSISTANCE MISSION, Afghanistan</b>   | 200'000        |
| Programme de soins et de formation ophtalmologiques (2011-2013)  |                |
| <b>MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, Kirghizstan</b>   | 150'000        |
| Programme intégré de contrôle de la tuberculose dans le système pénitentiaire (2011-2012)  |                |
| <b>COMITÉ INTERNATIONAL DE L'ORDRE DE MALTE, Cambodge</b>  | 100'000        |
| Programme de lutte contre la lèpre (2010-2012)   |                |
| <b>INSTITUT POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN, Suisse, Bolivie</b>  | 100'000        |
| Education et information pour la prévention du VIH-SIDA à Cochabamba (2011-2012)   |                |
| <b>INSTITUT INTERNATIONAL DE FORMATION EN MOBILITÉ, Équateur</b>   | 70'000         |
| Formation en mobilité à l'Université de Quito  |                |
| <b>FONDATION GENEVOISE POUR LA RECHERCHE ET LA FORMATION MÉDICALES, divers pays</b>  | 50'400         |
| Recherche et formation en santé sexuelle et reproductive (2011-2013)   |                |
| <b>INTERNATIONAL RESSOURCES FOR THE IMPROVEMENT OF SIGHT, Sri-Lanka</b>  | 47'170         |
| Prévention de la cécité et restauration de la vue (2009-2011)  |                |
| <b>FONDATION DIDÉ (dignité en détention), Rwanda</b>   | 46'540         |
| Santé mentale pour les mineurs et jeunes adultes incarcérés à la prison centrale de Gitarama et au Centre correctionnel de Nyagatare (2010-2012) |                |
| <b>ASSOCIATION ASSAMBA, Cameroun</b>   | 30'000         |
| Construction d'une maternité et création d'une mutuelle de santé communautaire, Banock   |                |

|   |                  |
|---|------------------|
| <b>Culture / Sensibilisation</b>  | <b>255'000</b>   |
| <b>FESTIVAL DU FILM ET FORUM INTERNATIONAL SUR LES DROITS HUMAINS, Genève</b><br>Soutien à la 9 <sup>ème</sup> édition du FIFDH   | <b>90'000</b>    |
| <b>FESTIVAL BLACK MOVIE, Genève</b><br>Soutien à l'édition 2011   | <b>50'000</b>    |
| <b>FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ORIENTAL DE GENÈVE, Genève</b><br>Soutien à l'édition 2011 du festival  | <b>50'000</b>    |
| <b>FORUM INTERNATIONAL MÉDIAS NORD SUD, Genève</b><br>Soutien l'édition 2011 "Le monde bascule-t-il?"   | <b>50'000</b>    |
| <b>ASSOCIATION ÊTRE FEMME AUJOURD'HUI, Genève</b><br>Soutien à l'organisation de la manifestation "Femmes exceptionnELLES"  | <b>15'000</b>    |
| <b>Coopération décentralisée</b>  | <b>329'396</b>   |
| <b>HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENÈVE, Rwanda</b><br>Appui aux victimes de violences sexuelles (2011-2013)   | <b>196'500</b>   |
| <b>HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENÈVE, Bosnie-Herzégovine</b><br>Programme de renforcement de la santé mentale, en collaboration avec la DDC et plusieurs cantons                                      | <b>60'000</b>    |
| <b>OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE, Cameroun</b><br>Mise en place d'un programme d'orientation professionnelle à Yaoundé (2009-2012)                              | <b>72'896</b>    |
| <b>Aide humanitaire</b>   | <b>1'116'700</b> |
| <b>COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE, Afrique du Nord</b><br>Soins médicaux et chirurgicaux aux blessés et aide d'urgence aux personnes fuyant la Libye pour se réfugier en Tunisie et en Egypte | <b>250'000</b>   |
| <b>MEDECINS SANS FRONTIERES, Kenya</b><br>Soins médicaux de base, amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'alimentation dans le camp de réfugiés de Dadaab                                      | <b>200'000</b>   |
| <b>TERRE DES HOMMES SUISSE, Haïti</b><br>Soutien aux enfants sinistrés  | <b>149'500</b>   |
| <b>CARITAS SUISSE, Kenya</b><br>Assistance d'urgence aux réfugiés dans les zones les plus affectées du district de Marsabit   | <b>100'000</b>   |
| <b>MÉDECINS DU MONDE, Haïti</b><br>Programme de lutte contre le choléra   | <b>60'000</b>    |
| <b>CROIX-ROUGE SUISSE, Salvador</b><br>Aide d'urgence suite aux inondations en Amérique centrale  | <b>60'000</b>    |
| <b>MÉDECINS DU MONDE, Haïti</b><br>Reconstruction du dispensaire de Dufour  | <b>60'000</b>    |
| <b>ASSOCIATION DE SOUTIEN A L'ÉCOLE ELIE LE PROPHÈTE, Haïti</b><br>Compensation des destructions liées au séisme  | <b>53'200</b>    |
| <b>FONDATION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL, Libye</b><br>Assistance humanitaire aux ressortissants ouest-africains fuyant la Libye   | <b>50'000</b>    |

|  |                  |
|--|------------------|
| <b>CARITAS SUISSE, Haïti</b>   | 50'000           |
| Approche communautaire dans la lutte contre le Choléra   |                  |
| <b>TIERRA INCOGNITA, Haïti</b>   | 39'000           |
| Formation et prévention sanitaire, sensibilisation au traitement de l'eau  |                  |
| <b>CARITAS SUISSE, Libye</b>   | 25'000           |
| Assistance d'urgence aux travailleurs migrants fuyant la Libye   |                  |
| <b>ASSOCIATION WANLEE, Thaïlande</b>   | 20'000           |
| Envoi de motopompes en réponse aux inondations   |                  |
| <b>Total des projets acceptés par le service de la solidarité internationale</b>   | <b>6'821'892</b> |
| <b>Manifestations à Genève impliquant des acteurs des pays en développement.</b>   | <b>827'709</b>   |
| <b>MANDAT INTERNATIONAL</b>  | 200'000          |
| Permanence d'accueil et d'information (2011-2013)  |                  |
| <b>COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES (CIJ)</b>  | 100'000          |
| Création et développement à Genève d'un centre international de défense des magistrats et avocats (2010-2013)              |                  |
| <b>CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION À L'ENSEIGNEMENT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA PAIX</b>                              | 80'000           |
| Soutien à la formation d'enseignants (2011-2013)   |                  |
| <b>COMMISSION INTERNATIONALE CATHOLIQUE POUR LES MIGRATIONS</b>  | 60'000           |
| Soutien aux "Journées de la société civile"  |                  |
| <b>CENTRE DE DOCUMENTATION, DE RECHERCHE ET D'INFORMATION DES PEUPLES AUTOCHTONES, Divers pays</b>                         | 50'000           |
| Soutien aux diverses prestations proposées par le centre (2010-2012)   |                  |
| <b>CENTRE EUROPE TIERS MONDE (CETIM)</b>   | 50'000           |
| Soutien au centre de recherche (2011-2013)   |                  |
| <b>CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN ACTION HUMANITAIRE</b>   | 50'000           |
| Soutien aux participants des pays en développement à la conférence internationale sur les formations en action humanitaire |                  |
| <b>ASSOCIATION POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE</b>  | 36'000           |
| Soutien au forum mondial "Prévenir la torture, respecter la dignité : de la parole aux actes"                              |                  |
| <b>LIGUE INTERNATIONALE DES FEMMES POUR LA PAIX ET LA LIBERTE</b>  | 35'400           |
| Soutien à la conférence sur la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires                               |                  |
| <b>GENEVE POUR LES DROITS DE L'HOMME</b>   | 33'375           |
| Soutien à la session des Cours de Genève et du Séminaire d'experts sur la justice de transition                            |                  |
| <b>SERVICE INTERNATIONAL POUR LES DROITS DE L'HOMME</b>  | 30'000           |
| Soutien aux participants pour les cours de formation avancée de Genève en français   |                  |
| <b>FONDATION GENEVOISE POUR LA RECHERCHE ET LA FORMATION MÉDICALES</b>   | 20'619           |
| Contribution financière en faveur du cours intensif sur la méthodologie de recherche en santé de la reproduction           |                  |
| <b>UN WATCH</b>  | 20'000           |
| Soutien au Sommet de Genève pour les droits de l'homme et la démocratie  |                  |
| <b>RÉSEAU INTERNATIONAL DES DROITS HUMAINS</b>   | 16'000           |

|  |            |
|--|------------|
| Soutien à la formation de jeunes indigènes mayas   |            |
| <b>ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE ET DE DROITS HUMAINS, Genève</b><br>Formation sur les droits économiques et sociaux   | 13'800     |
| <b>BUREAU INTERNATIONAL CATHOLIQUE DE L'ENFANCE</b><br>Soutien à la formation "Les droits de l'enfant dans le cadre du système international des droits de l'enfant"                                 | 12'650     |
| <b>RÉSEAU INTERNATIONAL D'ACTION POUR LA NUTRITION INFANTILE</b><br>Soutien à la manifestation célébrant les 30 ans du code international de commercialisation des substituts de lait maternel       | 12'420     |
| <b>CENTRE POUR LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES</b><br>Soutien à la participation de deux représentants de l'ONG "Jamaican for Justice" à la 103ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU | 4'965      |
| <b>TRIAL</b><br>Participation d'un représentant d'ONG kényane au Groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées ou involontaires  | 2'480      |
| <b>Contrat de prestations entre l'État de Genève et la Fédération Genevoise de Coopération (FGC)</b>   | 3'000'000  |
| <b>Convention entre l'État de Genève et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)</b>   | 3'000'000  |
| <b>Aide aux missions des pays les moins avancés auprès des institutions internationales établies à Genève (Gestion DCTI)</b>   | 1'348'092  |
| <b>Total des subventions par le Fonds de SI (14.11.11)</b>   | 14'997'693 |
| <b>Fonds de lutte contre la drogue</b>   | 270'000    |
| <b>CASA ALIANZA, Nicaragua</b><br>Pour une vie sans drogue   | 150'000    |
| <b>PROJETS PRESENTÉS PAR LA FGC :</b>  |            |
| <b>TERRE DES HOMMES, Colombie</b><br>Renforcement du tissu social et rétablissement socio-économique des familles déplacées et vulnérables de Cordoba et Sucre                                       | 60'000     |
| <b>CROIX-ROUGE GENEVOISE, Maghreb</b><br>Aide au retour volontaire   | 60'000     |

**Liste des membres de la commission consultative  
pour la solidarité internationale (CCSI) 2011**

---

Présidente :

Mme Fabienne Bugnon  
Département de la sécurité, de la police et  
l'environnement  
Office des droits humains  
Directrice générale  
[fabienne.bugnon@etat.ge.ch](mailto:fabienne.bugnon@etat.ge.ch)

Représentant-e-s des départements :

M. Bruno Beurret  
Département des constructions et des  
technologies de l'information  
Office de l'urbanisme  
[bruno.beurret@etat.ge.ch](mailto:bruno.beurret@etat.ge.ch)

M. Jean-Luc Chopard  
Chancellerie d'Etat  
Service du protocole  
[jean-luc.chopard@etat.ge.ch](mailto:jean-luc.chopard@etat.ge.ch)

Mme Marie-Hélène Dubouloz-Schaub  
Département de l'instruction publique  
Secrétariat général  
[marie-helene.dubouloz@etat.ge.ch](mailto:marie-helene.dubouloz@etat.ge.ch)

M. David Gysler  
Département de l'intérieur et de la mobilité  
Office de la sécurité civile  
[david.gysler@etat.ge.ch](mailto:david.gysler@etat.ge.ch)

Mme Nicole Rosset  
Département des affaires régionales, de  
l'économie et de la santé  
Secrétariat général HUG  
[nicole.rosset@hcuge.ch](mailto:nicole.rosset@hcuge.ch)

Experts externes :

M. Eric Burnier  
Av Jacques-Martin 34  
1224 Chênes-Bougeries  
[eric.burnier@gmail.com](mailto:eric.burnier@gmail.com)

Mme Véronique Bourquin  
Höhenweg 19  
3097 Liebefeld  
[veronique.bourquin@deza.admin.ch](mailto:veronique.bourquin@deza.admin.ch)

Mme Manon Schick

Montolivet 26  
1006 Lausanne  
[mschick@amnesty.ch](mailto:mschick@amnesty.ch)

M. Antoine Weber

Avenue de Budé 9  
1202 Genève  
[aweber2@bluemail.ch](mailto:aweber2@bluemail.ch)

Consultant environnemental

M. Andràs November

Rte Alphonse-Ferrand 69  
1233 Bernex  
[andras.november@bluewin.ch](mailto:andras.november@bluewin.ch)

Service de la solidarité internationale

Mme Maria Jesus Alonso Lormand

Département de la sécurité, de la police et de  
l'environnement  
Service de la Solidarité internationale  
Directrice du service  
Tél : 022 388 15 43  
[mariajesus.alonso-lormand@etat.ge.ch](mailto:mariajesus.alonso-lormand@etat.ge.ch)

Mme Vanessa Mengel

Département de la sécurité de la police et de  
l'environnement  
Service de la Solidarité internationale  
Chargée de projets  
Tél : 022 388 15 44  
[vanessa.mengel@etat.ge.ch](mailto:vanessa.mengel@etat.ge.ch)

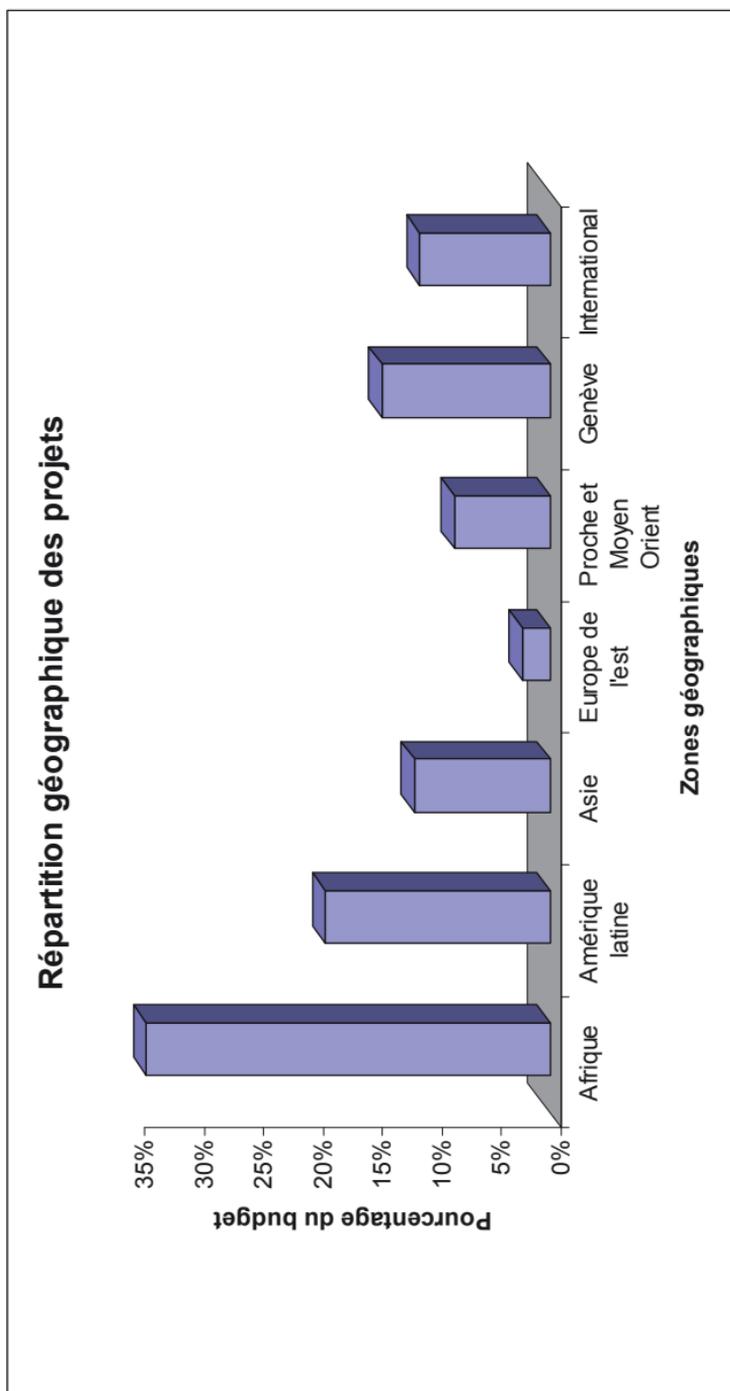
\*\*\*\*\*

## Budget 2011

| Total SI 2011   | Budget            | Comptes           | Commentaires                           |
|---|-------------------|-------------------|--|
| <b>04.06.06.00</b>                                    | <b>15'876'879</b> | <b>15'686'173</b> | <b>Solidarité internationale</b>       |
| 365 Subventions accordées:                            | 15'100'000        |                   |  |
| ➤ FGC   | 3'000'000         | 3'000'000         | Contrat de prestations                 |
| ➤ CICR  | 3'000'000         | 3'000'000         | Selon convention                       |
| ➤ Aide aux missions des pays les moins avancés (DCTI) | 1'300'000         | 1'348'092         |  |
| ➤ Aides aux pays en développement                     | 7'800'000         | 7'587'184         |  |
| <b>04.06.05.00</b>                                    | <b>270'000</b>    | <b>270'000</b>    | <b>Fonds de lutte contre la drogue</b> |

## Annexe 4

## Répartition géographique des projets



## Répartition par domaines d'intervention en 2011

